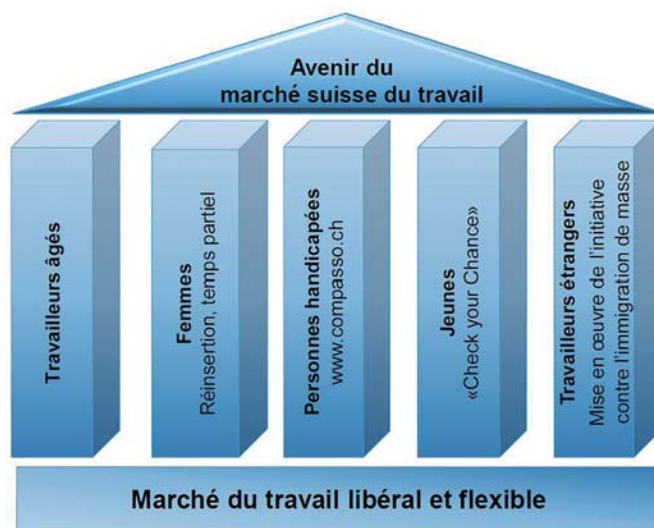


# Monika Rühl d'economiesuisse



## Les relations Suisse-Union européenne, considérées du point de vue des entreprises

L'invitée de la réunion de la Chambre n'était autre que **Monika Rühl**, la Directrice générale d'*economiesuisse*, à l'Atelier, dans le quartier européen.

Son sujet ? "Les relations Suisse-Union européenne, considérées du point de vue des entreprises."

Le point de départ de son intervention est double : d'une part l'*appréciation du franc suisse* suite à la décision de la Banque Nationale Suisse du 15 janvier dernier et la *problématique des nouvelles mesures sur l'immigration*, à intégrer dans la constitution, tout en ne coupant pas les ponts avec l'Union européenne : Monika Rühl réaffirme avec force que les accords bilatéraux avec l'UE sont d'une très haute importance pour l'économie suisse et doivent donc être préservés.

Elle souligne que l'appréciation du CHF par rapport à l'euro, outre la pénalité qu'il inflige sur les ventes à l'exportation a aussi un impact sur le marché intérieur : bien

des composants ou matières premières sont achetés à l'étranger et payés en euros ... ce qui augmente le prix de revient des entreprises suisses qui se voient donc davantage concurrencées par les entreprises étrangères dans leur propre marché.

Sans que la Suisse entre en récession, cela va se traduire par une croissance très modeste du PIB helvétique en 2015. La reprise économique a heureusement partiellement contrebalancé le franc fort. Cela aura aussi un impact sur le taux de chômage, qui restera cependant particulièrement bas comparé aux autres économies européennes : 4.4% pour l'ensemble de la population active, 7.5% chez les jeunes.

La politique d'immigration est la seconde préoccupation majeure d'*economiesuisse*. On le sait, depuis 2002, près de 600.000 emplois ont été créés en Suisse, mais seule la moitié des employés pour ces postes souvent hautement qualifiés peut être trouvée dans le marché suisse du travail.

Ce qui a conduit depuis dix ans à une immigration annuelle de 80.000 personnes, généralement originaires de l'UE ou de l'AELE.



Les entreprises suisses sont comme prises entre le marteau et l'enclume : d'un côté, l'accès au marché européen généré par les accords bilatéraux est essentiel à l'économie helvétique; de l'autre, l'initiative sur l'immigration du 14 février 2014 - en ce compris les transfrontaliers - restreint la libre circulation des personnes et risque de mettre en péril les dits accords.



Mme Monika Rühl entourée de M. Ph. Kenel et de l'Ambassadeur B. de Cerjat

M. Fr. Baur

Les propositions d'*economiesuisse* reposent sur trois axes.

### Tenir compte de l'intérêt des entreprises dans les règles d'immigration

Tout d'abord, une interprétation "*business friendly*" des nouvelles règles d'immigration s'impose.

Au-delà des quotas prévus, *economiesuisse* propose d'accorder des permis de travail et de séjour en tenant compte des départs vers l'étranger, ce qui donnerait un peu plus de marge. Encore faut-il que l'Union européenne marque son accord sur une approche de ce type.

### Optimaliser l'efficacité du marché du travail

Le deuxième axe, c'est de prendre toutes les mesures possibles pour rendre le marché intérieur du travail le plus efficace possible de façon à optimiser l'employabilité de la main d'œuvre disponible.

Pour ce faire, avec l'Union patronale suisse, *economiesuisse* a lancé le programme «Avenir du marché suisse du travail», pour apporter leur contribution à une meilleure

intégration de la main-d'œuvre indigène. L'initiative a pour but d'insérer davantage les travailleurs âgés, les femmes, les jeunes, les réfugiés,... sur le marché du travail primaire.

Dans un premier temps, l'attention se porte sur les personnes de plus de 50 ans.

### Rendre les services administratifs aussi efficaces que possible

Le troisième axe est de prendre des mesures pour utiliser de la façon la plus efficace possible les services de l'administration.

Alors que l'emploi a augmenté de 18,5% sur les 10 dernières années, il a crû de près de 40% dans la fonction publique au sens large du terme et incluant le secteur de la santé, créant quelque 120.000 emplois entre 2009 et 2013.

Plutôt que de se consacrer aux pures procédures administratives, dans le futur, il est à souhaiter que les services publics mettent l'accent sur des tâches "productives" et sur l'éducation.

Pour faire passer le message, Mme Monika

Rühl ajoute qu'*economiesuisse* fait une campagne de communication basée sur différents témoignages. De chefs d'entreprise, d'indépendants ou d'employés.

Elle conclut en rappelant combien il est important pour l'économie suisse de résoudre ce problème d'immigration, tout en préservant l'accès au marché européen.

Sachant que la Suisse comme l'Union européenne ont besoin l'une de l'autre, Mme Rühl exprime l'espoir, vu que la solution doit se trouver tôt ou tard, que ce soit plutôt "tôt".



17 juin 2015

# Les relations Suisse-UE

---

## vues par les entreprises



M. Fr. Baur et Mme M. Rühl d'économiesuisse



MM. H. Wagener et O. Joiris entourant Mme A. Kwiatkewicz



M. D. Weltin



MM. N. Dvorak et A. Egli



M. R. Regaldo et Mme C. Jabaudon



MM. C. de Meeûs, E. Röhm-Malcotti et S. Reiser



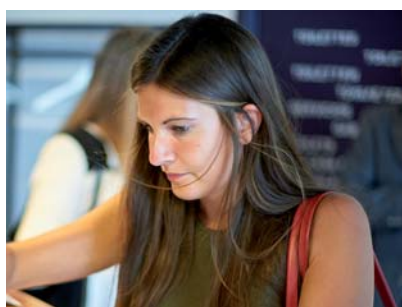
M. J-M van Dril



MM. D. Schaubacher et D. Weltin



M. A. Franke et Mme J. Calabretti



Mme V. Lambercy



M. S. Hirsbrunner et Mme M. Rühl



S.E. l'Ambassadeur B. de Cerjeat et M. T. Miglierina Le temps des questions...



MM. R. Krimm et Chr. Bonte



M. F. Regaldo et Mme M. Studer



MM. F. Callaerts, M. Vandendijk et T. Miglierina



Noter les mots-clefs



M. E. Röhm-Malcotti et Mme S. Auez



MM. P. Soyeur et Chr. Petermann



M. S. Hirsbrunner



A deux pas du Berlaymont



Une brochure d'economiesuisse

